

Pour diffusion immédiate

Transcontinental inc. maintient sa profitabilité au premier trimestre et hausse son dividende de 10 %

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T1 -14	T1-13 ⁽¹⁾	%
Revenus	499,3	525,6	(5,0)
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (BAIIA ajusté)	68,6	69,4	(1,2)
Résultat opérationnel ajusté (BAII ajusté)	43,5	43,5	—
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	26,4	26,4	—
Par action	0,34	0,34	—
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,2	15,7	9,6
Par action	0,22	0,20	10,0

Veuillez consulter le tableau "Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS" dans le présent communiqué de presse.

⁽¹⁾ Les données financières de 2013 ont été retraitées pour refléter l'adoption des normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 19 modifiée « Avantages du personnel » et autres éléments.

Faits saillants

- Diminution de 5,0 % des revenus principalement due à la faiblesse marquée du marché publicitaire.
- Croissance du résultat net attribuable aux actions participantes qui est passé de 15,7 millions de dollars à 17,2 millions, une augmentation de 9,6 %. Par action participante, il est passé de 0,20 \$ à 0,22 \$.
- Accord définitif en vertu duquel la Société a convenu d'acquérir les actifs de Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc., pour un prix d'achat de 133,0 millions de dollars américains, assujéti à l'approbation des autorités réglementaires aux États-Unis. L'entente est assortie d'un contrat de 10 ans avec Schreiber Foods, Inc. représentant environ 75 % des revenus annuels de Capri (72 millions de dollars américains), ce qui assurera un revenu récurrent. Veuillez vous référer au communiqué de presse et à la fiche de Capri Packaging sur notre site web www.tc.tc
- Conclusion d'un accord définitif, sujet à l'approbation du Bureau de la concurrence, d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, pour un prix d'achat de 75 millions de dollars, ainsi qu'une entente avec Québecor Média visant à imprimer certains de ses magazines et documents de marketing direct.
- Conclusion d'une entente avec Gesca ltée portant sur de nouvelles modalités pour l'impression du journal *La Presse*.
- Conclusion de nouvelles ententes de distribution avec plusieurs détaillants.
- Augmentation de 10 % du dividende par action participante, le portant à 0,64 \$ par année.
- Maintien d'une solide position financière avec un ratio d'endettement net de 0,85x.

Montréal, le 11 mars 2014 – Les revenus de Transcontinental inc. (TSX: TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) ont diminué de 5 % au premier trimestre passant de 525,6 à 499,3 millions de dollars, principalement en raison de la faiblesse du marché publicitaire qui a touché nos deux secteurs d'exploitation. Du côté de l'impression, nos activités d'impression de produits marketing et de magazines ont subi une baisse de volume. Pour ce qui est de notre secteur des médias, la faiblesse du marché publicitaire a continué d'influencer les résultats de nos solutions locales, nos magazines ainsi que nos solutions de marketing interactif.

Le résultat opérationnel ajusté est demeuré stable, à 43,5 millions de dollars. Cette performance est attribuable à l'optimisation de notre structure de coûts, surtout dans le secteur de l'impression, à l'effet favorable du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain,

ainsi qu'à la variation du prix de l'action au cours du premier trimestre 2014 comparativement à 2013, qui a diminué la charge relative à la rémunération à base d'actions. Le résultat net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant de 15,7 millions de dollars, ou 0,20 \$ par action, à 17,2 millions, ou 0,22 \$ par action. Cette amélioration est principalement due à des frais financiers considérablement moins élevés, partiellement atténuée par une hausse des impôts sur le résultat comparativement au premier trimestre de 2013. Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté est demeuré stable à 26,4 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action.

« Nous avons conclu un accord définitif pour l'acquisition des actifs de Capri Packaging, une entreprise spécialisée dans l'impression d'emballage flexible. Cette acquisition est stratégique pour l'avenir de TC Transcontinental dans un nouvel axe de croissance, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction. Cette acquisition est un actif intéressant pour nous, car elle met à profit nos compétences manufacturières et elle mise sur un processus de production similaire à nos activités d'exploitation d'impression actuelles. Elle marque aussi le début d'un partenariat à long terme avec Schreiber Foods, Inc. et le début de nos activités dans un nouveau créneau.

« Par ailleurs, nos résultats trimestriels reflètent un environnement publicitaire difficile qui a mené à une baisse des revenus dans nos deux secteurs d'activité. Ceci dit, malgré la faiblesse du marché dans lequel nous oeuvrons, nous avons maintenu notre rentabilité grâce à de nombreux efforts visant à réduire nos dépenses dans l'ensemble de l'entreprise. Dans les mois à venir, nous allons continuer d'ajuster notre stratégie d'optimisation de coûts afin d'assurer l'alignement de la Société à la réalité actuelle du marché, renforcer nos actifs existants et développer des nouveaux produits et services.

« De plus, nous continuons d'être en excellente situation financière et de générer d'importants flux de trésorerie. En effet, grâce à notre bilan solide, nous avons augmenté de 10 % le dividende par action participante et continué de rembourser notre dette. Nous sommes en position idéale pour poursuivre notre transformation, investir dans l'avenir et diversifier l'entreprise dans un nouveau créneau porteur. »

Autres faits saillants

- Le 5 février 2014, la cote de crédit de la Société a été modifiée à la baisse d'un cran par DBRS (de BBB à BBB (bas)). Ce changement aura un impact sur le taux d'intérêt applicable à la facilité de crédit, qui est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS.
- Le 6 février 2014, la Société a amendé les termes de sa débenture non garantie de 50,0 millions de dollars du Fonds de solidarité FTQ. L'échéance de la débenture est maintenant le 6 février 2020, et porte intérêt au taux de 4,011 % payable aux six mois.
- Le 11 février 2014, TC Imprimeries Transcontinental a annoncé la vente des actifs de Rastar, établie en Utah, aux États-Unis, qui se spécialise dans les produits commerciaux.
- TC Transcontinental entend renouveler son programme de rachat d'actions, dans le cours normal de ses activités, à l'échéance de celui présentement en vigueur, soit le 14 avril 2014, sous réserve de l'autorisation des autorités réglementaires.
- Le 11 mars 2014, la Société a publié la cinquième édition du *Rapport de responsabilité sociale de l'entreprise* intitulé « Orienter. Mobiliser. Concrétiser. ». Cette édition du rapport présente les progrès vis-à-vis du plan triennal (2013-2015) basé sur trois piliers : l'environnement, les employés et les collectivités. Pour en savoir davantage sur les engagements, les réalisations et les progrès de TC Transcontinental en matière de responsabilité sociale de l'entreprise, le rapport 2013 est disponible sur le site Web de la Société à l'adresse www.tc.tc/responsabilitesociale.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2014* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Perspectives

De nouvelles ententes pour l'impression de magazines et de produits marketing conclues au mois de décembre 2013 avec Québecor Média inc. devraient progressivement avoir un effet positif sur nos résultats. De plus, nous continuerons à développer notre offre aux détaillants, plus précisément dans le domaine du marketing sur le lieu de vente, et nous poursuivrons nos efforts à intégrer d'autres éditeurs de journaux canadiens à notre réseau d'impression des plus efficaces. Le secteur de l'impression continuera l'optimisation de sa structure de coûts et de ses activités d'exploitation afin de maintenir sa rentabilité à long terme. Cependant, ces éléments devraient être contrebalancés par une diminution prévue des revenus au sein de nos activités existantes d'impression de produits marketing.

Les conditions de marché difficiles dans le secteur des médias, en ce qui a trait aux revenus publicitaires au sein de nos marchés locaux et nationaux ne devraient pas s'améliorer. Par conséquent, nous continuerons l'optimisation de notre structure de coûts afin de limiter les répercussions potentielles sur la marge bénéficiaire. De plus, nous poursuivrons nos investissements visant à développer et à présenter au marché des offres de nouveaux produits numériques qui auront une valeur non seulement pour les consommateurs, mais aussi pour nos principaux clients annonceurs. L'acquisition des journaux locaux du Québec détenus par Corporation Sun Media devrait aussi nous permettre d'améliorer notre offre au sein des marchés locaux lorsque nous aurons obtenu l'approbation par le Bureau de la concurrence. Finalement, la signature de nouvelles ententes pour la distribution de circulaires devrait avoir un effet positif sur nos revenus et notre résultat opérationnel dès le deuxième trimestre.

La Société a conclu un accord définitif pour l'acquisition des actifs de Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc. De plus, nous sommes fiers de maintenir une relation d'affaires avec le vendeur, Schreiber Foods, Inc., qui deviendra le plus important client de nos activités d'emballage flexible aux États-Unis, à la suite d'une entente à long terme. Cette acquisition nous permettra de développer un nouvel axe de croissance qui se concentrera sur l'emballage flexible afin de diversifier notre offre de service grâce à nos compétences clés. À la suite de la clôture de cette acquisition, nous prévoyons une augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajustée d'environ 17 millions de dollars américains sur une base annualisée. Cette acquisition sera financée par l'entremise de notre crédit à terme rotatif.

Nous continuerons de générer des flux de trésorerie importants au cours des prochains trimestres et notre excellente situation financière devrait nous permettre de continuer notre approche équilibrée en gestion du capital qui permet de diminuer notre dette, distribuer des dividendes et d'investir dans notre transformation axée sur nos compétences clés. Nous poursuivrons aussi le développement de projets internes et l'évaluation d'acquisitions stratégiques afin de maintenir notre position dans le marché canadien de l'activation marketing, tout en développant notre nouvel axe de croissance dans l'emballage flexible afin d'assurer la croissance et la rentabilité à long terme de l'entreprise.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent communiqué de presse ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

(non auditées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 ⁽¹⁾
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,2 \$	15,7 \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	1,7
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,3)	(0,3)
Impôts sur le résultat	8,7	3,0
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,3)	(0,1)
Frais financiers nets	4,6	8,7
Dépréciation d'actifs	0,4	2,1
Frais de restructuration et autres coûts	11,5	12,7
Résultat opérationnel ajusté	43,5 \$	43,5 \$
Amortissement	25,1	25,9
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	68,6 \$	69,4 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,2 \$	15,7 \$
Dépréciation d'actifs (après impôts)	0,3	1,5
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	8,9	9,2
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	26,4 \$	26,4 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation	78,0	78,2
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,34 \$	0,34 \$
	Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013⁽¹⁾
Dette à long terme	70,5 \$	128,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	246,3	218,3
Trésorerie	(28,9)	(26,4)
Endettement net	287,9 \$	320,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	337,8 \$	338,6 \$
Ratio d'endettement net	0,85 x	0,95 x

(1) Les données financières de 2013 ont été retraitées pour refléter l'adoption des normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 19 modifiée « Avantages du personnel » et autres éléments.

Dividendes*Dividende pour actions participantes*

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,16 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 24 avril 2014 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 4 avril 2014. Par conséquent, la Société a augmenté de 10 %, ou 0,06 \$, le dividende par action participante, faisant ainsi passer le dividende annuel de 0,58 \$ à 0,64 \$ par action. Cette hausse reflète la solide position de TC Transcontinental en matière de flux monétaires.

Dividende pour actions privilégiées

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,4161 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende cumulatif, série D. Ce dividende sera versé le 15 avril 2014. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.

Information additionnelle*Assemblée annuelle des actionnaires*

Transcontinental inc. tiendra son assemblée des actionnaires aujourd'hui à 9 h 30 au Centre Mont-Royal, situé au 2200, rue Mansfield, Montréal. Pour les personnes qui ne seront pas en mesure de participer à cet événement, une webdiffusion en direct (audio seulement) de l'assemblée sera disponible sur le site Internet de la Société www.tc.tc

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats du premier trimestre 2014, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 14 h. Les numéros de téléphone sont le 1 416 642-5212 ou 1 866 321-6651 et le code d'accès est le 8339872. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications d'entreprise de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

Premier imprimeur et chef de file de solutions médias et d'activation marketing au Canada, TC Transcontinental crée des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives, et la distribution de porte en porte.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), incluant TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte plus de 9000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2013. Site www.tc.tc

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être affectée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, notamment au Canada et aux États-Unis, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer les acquisitions à ses activités. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2013* ainsi que dans la dernière *Notice annuelle* et ont été mis à jour dans le *Rapport de gestion pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2014*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 10 mars 2014.

Les énoncés prospectifs contenus au présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 10 mars 2014. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale
aux communications d'entreprise
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice principale aux relations avec les
investisseurs et communications externes de la Société
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2014

L'objectif de ce rapport de gestion est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc. Il s'agit plus précisément d'aider le lecteur à mieux comprendre notre stratégie de développement, notre performance en relation avec nos objectifs, nos attentes quant à l'avenir, ainsi que notre façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Ce rapport de gestion a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés résumés intermédiaires et de leurs notes afférentes.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar », ainsi que le symbole « \$ », désignent des dollars canadiens. Dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une description complète est présentée dans le tableau 4, « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ». Le présent rapport devrait aussi être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 janvier 2014. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment, des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être affectée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2013 ainsi que dans la notice annuelle 2013. Nous avertissons nos lecteurs que le tableau de la page suivante des énoncés prospectifs n'est pas exhaustif et les investisseurs qui s'y fient pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental inc. devraient tenir en compte les hypothèses et facteurs de risques associés.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés ou conclues après la date du 10 mars 2014.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 10 mars 2014. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

SOMMAIRE DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Énoncés prospectifs	Hypothèses	Facteurs de risque
Capacité de générer des flux de trésorerie excédentaires	<ul style="list-style-type: none"> - Un marché publicitaire local et national en décroissance. - La capacité de contrôler nos coûts. - Le maintien du volume avec la majorité de nos clients importants. - Le maintien du niveau de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités. - Un taux de croissance lent, mais stable de l'économie canadienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'incidence des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résultent. - Notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie. - La Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle dans le but de maintenir ou d'améliorer sa rentabilité, rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire dans l'avenir.
Retombées anticipées des ententes commerciales conclues avec nos clients	<ul style="list-style-type: none"> - Le maintien du niveau de demande selon nos prévisions initiales lors de la signature d'un contrat. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une hausse importante du prix de nos matières premières et intrants. - Un transfert rapide et important du taux d'approvisionnement envers de nouvelles plateformes numériques. - La renégociation des contrats d'impression avec certains de nos clients principaux pourrait engendrer une baisse du résultat opérationnel malgré des ententes à long-terme.
L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté estimée à la suite de l'acquisition des journaux locaux du Québec détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média	<ul style="list-style-type: none"> - La transaction doit être approuvée par le Bureau de la concurrence. - La transition vers nos activités d'exploitation se fera de manière efficace. - Nous serons en mesure d'assurer la rétention d'employés clés pour nous permettre de bien intégrer ces activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté identifiée pourrait ne pas être réalisée et/ou pourrait prendre plus de temps qu'anticipé.
Investissements internes et externes afin de réaliser nos stratégies d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"> - Nos investissements dans l'innovation visant à développer de nouveaux produits et services se matérialiseront. - Nos projets internes vont générer des économies et des efficacités qui permettront d'améliorer notre rentabilité. - Un marché publicitaire local et national en décroissance. - Un taux de croissance lent, mais stable de l'économie canadienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une mauvaise sélection des investissements prioritaires résultant d'une incapacité de créer de la valeur. - L'entrée de grandes entreprises bien établies dans nos divers marchés pourrait nous obliger à modifier nos stratégies d'investissements.
L'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté estimée à la suite de l'acquisition de Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc.	<ul style="list-style-type: none"> - La transaction doit être approuvée par les autorités réglementaires aux États-Unis. - Nous serons en mesure d'assurer la rétention d'employés clés afin de garantir une bonne transition et la satisfaction de notre clientèle. - Nos prévisions financières sur le volume des activités se matérialiseront et il n'y aura aucune décroissance significative au sein de nos principaux clients. - Nos compétences manufacturières contribueront à l'efficacité des opérations et nous permettront de bien intégrer ce nouvel axe de croissance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Dans l'éventualité où des hypothèses associées à cette acquisition ne se réalisent pas, l'augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajusté pourrait ne pas être réalisée et/ou pourrait prendre plus de temps qu'anticipé.

DÉFINITION DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture de ce rapport de gestion, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

Termes utilisés	Définitions
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion courante de la dette à long terme et du découvert bancaire, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat net attribuable aux actions participantes	Résultat net déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	Résultat net attribuable aux actions participantes, avant frais de restructuration et autres coûts, et la dépréciation d'actifs.
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel avant frais de restructuration et autres coûts, ainsi que la dépréciation d'actifs.
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement, frais de restructuration et autres coûts, ainsi que la dépréciation d'actifs.

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur et chef de file de solutions médias et d'activation marketing au Canada, TC Transcontinental crée des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives, et la distribution de porte en porte.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D), incluant TC Transcontinental, TC Media et TC Imprimeries Transcontinental, compte plus de 9000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2013. Site www.tc.tc

FAITS SAILLANTS

- Les revenus sont passés de 525,6 millions de dollars au premier trimestre de 2013 à 499,3 millions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, une diminution de 26,3 millions, soit 5,0 %.
- Le résultat opérationnel ajusté est demeuré stable à 43,5 millions de dollars au premier trimestre de 2014 et de 2013.
- Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté est aussi resté stable à 26,4 millions de dollars au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'année dernière.
- Le ratio d'endettement net s'est amélioré au cours du premier trimestre de 2014, passant de 0,95x au 31 octobre 2013 à 0,85x au 31 janvier 2014.
- La Société a conclu un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir les actifs de Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc., pour un prix d'achat de 133,0 millions de dollars américains, assujettie à l'approbation des autorités réglementaires aux États-Unis. De plus, un contrat d'approvisionnement d'emballage de dix ans avec le vendeur, Schreiber Foods, Inc., a été conclu. Cette acquisition permettra à la Société de poursuivre sa transformation axée sur ses compétences clés en développant un nouvel axe de croissance dans le domaine de l'emballage flexible.
- Conclusion d'un accord définitif en vertu duquel la Société a convenu d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média, assujettie à l'approbation du Bureau de la concurrence pour un prix d'achat de 75 millions de dollars. La Société a aussi conclu une entente pour l'impression de certains magazines et de produits marketing détenus par Québecor Média.
- La Société a conclu un accord avec Gesca Ltée modifiant les modalités prévues par le contrat d'impression du journal *La Presse*. TC Transcontinental a reçu un paiement unique de 31,0 millions de dollars en espèces pour compenser les réductions de prix et une flexibilité accrue accordées sur nos services futurs.
- La Société a amendé les termes de sa débenture non-garantie de 50,0 millions de dollars du Fonds de Solidarité FTQ pour en prolonger l'échéance de six ans à un taux de 4,011 % payable aux six mois.
- Le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende de 10,3 % par action participante, le portant à 0,64 \$ par année.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(non audités)

Tableau # 1 :

(en millions de dollars)	Revenus	%	Résultat opérationnel ajusté	%	Résultat net attribuable aux actions participantes
Premier trimestre de 2013	525,6 \$		43,5 \$		15,7 \$
Acquisitions/fermetures	1,5	0,3 %	0,7	1,6 %	0,4
Activités existantes	(27,8)	(5,3) %	(0,7)	(1,6) %	(0,4)
Frais de restructuration et autres coûts					0,3
Dépréciation d'actifs					1,2
Premier trimestre de 2014	499,3 \$	(5,0) %	43,5 \$	0,0 %	17,2 \$

Revenus

Les revenus sont passés de 525,6 millions de dollars au premier trimestre de 2013 à 499,3 millions au premier trimestre de 2014, une diminution de 26,3 millions, soit 5,0 %. Cette variation s'explique ainsi :

- Les revenus de nos activités existantes ont diminué de 27,8 millions de dollars, notamment en raison des conditions de marché difficiles en ce qui a trait aux dépenses publicitaires locales et nationales qui ont touché nos deux secteurs opérationnels. La décroissance des revenus de notre secteur de l'impression est surtout reliée à une diminution au sein de nos activités d'impression de produits marketing et de magazines.
- L'effet net de l'acquisition du Groupe Modulo et des fermetures s'est traduit par une augmentation des revenus de 1,5 million de dollars.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté est resté stable à 43,5 millions de dollars au premier trimestre de 2014. Ce montant s'explique ainsi :

- Le résultat opérationnel ajusté du secteur des médias a été grandement touché par la faiblesse du marché publicitaire local et national, qui a surtout affecté nos activités d'édition de journaux et de magazines. Cependant, cette baisse est en partie contrebalancée par une amélioration des résultats de notre secteur de l'impression en raison de l'effet favorable de 1,9 million de dollars lié à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, et par des initiatives de réductions de coûts. De plus, nos dépenses reliées aux autres activités du siège social ont aussi diminué de 2,7 millions de dollars, principalement attribuable à la rémunération à base d'actions en raison d'une baisse du prix de l'action au cours du premier trimestre de 2014, comparativement à une augmentation lors du trimestre correspondant en 2013.
- L'effet net des acquisitions et des fermetures s'est traduit par une augmentation du résultat opérationnel ajusté de 0,7 million de dollars, majoritairement en raison de l'acquisition du Groupe Modulo.

Frais de restructuration et autres coûts

Au premier trimestre de 2014, un montant de 11,5 millions de dollars (8,9 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », dont 9,9 millions sont relatifs aux initiatives d'optimisation et de réductions de coûts, principalement au sein du secteur de l'impression en raison de la continuité de l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, inc. et dans une moindre mesure en lien avec la réduction de notre structure de coûts dans nos deux secteurs opérationnels.

Au premier trimestre de 2013, un montant de 12,7 millions de dollars (9,2 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé du résultat sous la rubrique « Frais de restructuration et autres coûts », principalement relié à des réductions d'effectifs dû à l'intégration des activités de Quad/Graphics Canada, et à un contrat déficitaire en lien avec la fermeture de l'usine de Lasalle.

Dépréciation d'actifs

Au premier trimestre de 2014, une charge de dépréciation d'actifs de 0,4 million de dollars (0,3 million après impôts) a été enregistrée comparativement à un montant de 2,1 millions de dollars (1,5 million après impôts) au premier trimestre de 2013. Ces montants sont principalement reliés aux actifs du secteur de l'impression.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 4,1 millions de dollars, passant de 8,7 millions au premier trimestre de 2013 à 4,6 millions lors du premier trimestre de 2014. Cette baisse est surtout attribuable à un niveau d'endettement net inférieur à celui du premier trimestre de 2013, une diminution des frais financiers reliés aux régimes de retraite, ainsi qu'à une perte de change enregistrée au premier trimestre de 2013.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat sont passés de 3,0 millions de dollars au premier trimestre de 2013 à 8,7 millions au premier trimestre de 2014. En excluant les impôts sur le résultat portant sur les frais de restructuration et autres coûts ainsi que sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 11,4 millions de dollars au premier trimestre de 2014, représentant un taux d'imposition de 29,3 %, comparativement à 7,1 millions, ou 20,4 %, au premier trimestre de 2013. Cette hausse du taux d'impôt s'explique principalement par des éléments non récurrents favorables reliés à la répartition géographique des revenus en 2013.

Résultat net attribuable aux actions participantes

Le résultat net attribuable aux actions participantes est passé de 15,7 millions de dollars au premier trimestre de 2013 à 17,2 millions au premier trimestre de 2014. Cette amélioration s'explique majoritairement par une augmentation du résultat opérationnel avant amortissement et par la réduction des frais financiers, contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant de 0,20 \$ à 0,22 \$.

Le résultat net attribuable aux actions participantes ajusté est resté stable à 26,4 millions de dollars. Par action, il est demeuré à 0,34 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS

(non audités)

Tableau # 2 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Premier trimestre de 2013	381,2 \$	164,0 \$	(19,6) \$	525,6 \$
Acquisitions/fermetures	—	1,5	—	1,5
Activités existantes	(18,1)	(11,9)	2,2	(27,8)
Revenus - Premier trimestre de 2014	363,1 \$	153,6 \$	(17,4) \$	499,3 \$
Résultat opérationnel ajusté - Premier trimestre de 2013	45,8 \$	1,7 \$	(4,0) \$	43,5 \$
Acquisitions/fermetures	—	0,7	—	0,7
Activités existantes	2,8	(6,2)	2,7	(0,7)
Résultat opérationnel ajusté - Premier trimestre de 2014	48,6 \$	(3,8) \$	(1,3) \$	43,5 \$

La direction utilise, dans cette section, le résultat opérationnel ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs opérationnels et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 18,1 millions de dollars, soit 4,7 %, passant de 381,2 millions au premier trimestre de 2013 à 363,1 millions pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2014. Cette diminution est surtout attribuable aux conditions de marché difficiles qui ont touché nos activités d'impression de produits marketing et de magazines. Les changements dans le format et le type de papier utilisé par certains de nos clients ont aussi affecté nos revenus.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 6,1 %, soit de 2,8 millions de dollars, passant de 45,8 millions au premier trimestre de 2013 à 48,6 millions au premier trimestre de 2014. Cette hausse est grandement attribuable à l'effet favorable de 1,9 million de dollars lié à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et à l'optimisation de notre structure de coûts, qui permettent de contrebalancer la perte de volume découlant des conditions de marchés difficiles dans l'impression de produits marketing et de magazines. Par conséquent, la marge du résultat opérationnel ajusté a augmenté, passant de 12,0 % au premier trimestre de 2013 à 13,4 % au premier trimestre de 2014.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 10,4 millions de dollars, soit de 6,3 %, passant de 164,0 millions au premier trimestre de 2013 à 153,6 millions au premier trimestre de 2014. Cette baisse s'explique surtout par une réduction des revenus publicitaires au sein de nos activités d'édition de journaux locaux et de magazines ainsi qu'à une baisse de volume relié à notre offre interactive. L'effet net de l'acquisition du Groupe Modulo et des fermetures vient partiellement contrebalancer cette diminution.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 5,5 millions de dollars, passant de 1,7 million au premier trimestre de 2013 à une perte de 3,8 millions au premier trimestre de 2014 et la marge opérationnelle ajustée est passée de 1,0 % au premier trimestre de 2013 à -2,5 % au premier trimestre de 2014. Au chapitre de nos activités existantes, la baisse des revenus mentionnée ci-haut a eu un effet défavorable important sur le résultat opérationnel ajusté surtout en raison de la faiblesse du marché publicitaire aux niveaux local et national. L'effet net des acquisitions et des fermetures s'est traduit par une amélioration du résultat opérationnel ajusté de 0,7 million de dollars, en majorité relié à l'acquisition du Groupe Modulo.

Siège social et éliminations intersectorielles

Les éliminations de revenus intersectoriels et les autres activités sont passées de -19,6 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2013 à -17,4 millions au premier trimestre de 2014. Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 2,7 millions de dollars, passant de -4,0 millions au premier trimestre de 2013 à -1,3 million au premier trimestre de 2014. Cette amélioration est principalement reliée à une diminution importante de la charge relative à la rémunération à base d'actions en raison d'une baisse du prix de l'action au cours du premier trimestre de 2014 comparativement à une augmentation lors du trimestre correspondant en 2013.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Tableau # 3 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2014	2013 ⁽¹⁾				2012		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenus	499,3 \$	562,6 \$	490,7 \$	517,8 \$	525,6 \$	585,1 \$	517,0 \$	522,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	68,6	110,0	78,8	80,4	69,4	123,8	78,6	83,8
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté	13,7 %	19,6 %	16,1 %	15,5 %	13,2 %	21,2 %	15,2 %	16,0 %
Résultat opérationnel ajusté	43,5	83,4	52,5	54,2	43,5	96,4	49,9	55,9
Marge du résultat opérationnel ajusté	8,7 %	14,8 %	10,7 %	10,5 %	8,3 %	16,5 %	9,7 %	10,7 %
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,2 \$	(94,5) \$	30,1 \$	25,3 \$	15,7 \$	(51,9) \$	8,1 \$	(106,2) \$
Par action	0,22	(1,21)	0,39	0,32	0,20	(0,65)	0,10	(1,31)
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	26,4	55,9	33,4	32,6	26,4	61,9	24,9	35,5
Par action	0,34	0,71	0,43	0,42	0,34	0,77	0,31	0,44
En % de l'exercice	— %	37 %	23 %	22 %	18 %	41 %	17 %	24 %

¹ Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

Le tableau ci-dessus présente l'évolution de nos résultats au cours des huit derniers trimestres. L'acquisition des activités de Quad/Graphics Canada, inc., effectuée le 1^{er} mars 2012, a un effet positif sur nos revenus et s'est matérialisée davantage au chapitre du résultat opérationnel ajusté à compter du quatrième trimestre de 2012 en raison des synergies générées par l'intégration de ces activités à notre parc d'équipements plus performant. Cependant, ceci est contrebalancé par les incitatifs accordés à des clients importants lors du renouvellement anticipé de contrats à long terme, par la perte de volume découlant de la fermeture des magasins Zellers et par des conditions de marché difficiles, plus particulièrement en ce qui a trait aux dépenses publicitaires de nos marchés locaux et nationaux dans le secteur des médias. Finalement, notre volume d'activités est cyclique puisqu'il est majoritairement influencé par les dépenses marketing de nos clients qui sont plus élevées à l'automne.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, certaines données utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous croyons qu'un grand nombre de lecteurs de notre rapport de gestion analysent nos résultats en fonction de certaines de ces données financières non conformes aux IFRS puisque ces informations permettent de mesurer d'une manière normalisée la performance des activités de la Société. La direction utilise également ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet le rapprochement des données financières conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS.

Tableau # 4 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 ⁽¹⁾
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,2 \$	15,7 \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	1,7
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,3)	(0,3)
Impôts sur le résultat	8,7	3,0
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	(0,3)	(0,1)
Frais financiers nets	4,6	8,7
Dépréciation d'actifs	0,4	2,1
Frais de restructuration et autres coûts	11,5	12,7
Résultat opérationnel ajusté	43,5 \$	43,5 \$
Amortissement	25,1	25,9
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	68,6 \$	69,4 \$
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,2 \$	15,7 \$
Dépréciation d'actifs (après impôts)	0,3	1,5
Frais de restructuration et autres coûts (après impôts)	8,9	9,2
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté	26,4 \$	26,4 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation	78,0	78,2
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,34 \$	0,34 \$
	Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013 ⁽¹⁾
Dette à long terme	70,5 \$	128,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	246,3	218,3
Trésorerie	(28,9)	(26,4)
Endettement net	287,9 \$	320,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	337,8 \$	338,6 \$
Ratio d'endettement net	0,85 x	0,95 x

⁽¹⁾ Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL – PREMIERS TRIMESTRES CLOS LES 31 JANVIER

(non auditées)

Tableau # 5 :

(en millions de dollars)	2014	2013 ⁽¹⁾
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation		
des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat recouvrés (payés)	65,6 \$	62,4 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	1,6	158,3
Impôts sur le résultat recouvrés (payés)	2,8	(10,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	70,0 \$	209,9 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises	(1,0) \$	(23,3) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des cessions	(8,1)	(10,8)
Augmentation des immobilisations incorporelles	(6,3)	(4,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements	(15,4) \$	(38,3) \$
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(8,6) \$	(80,6) \$
Diminution nette du crédit à terme rotatif	(28,0)	(46,5)
Frais financiers de la dette à long terme	(3,5)	(6,6)
Rachat d'actions participantes	—	(12,1)
Dividendes sur actions participantes	(11,3)	(11,3)
Dividendes sur actions privilégiées	(1,7)	(1,7)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(1,4)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(53,1) \$	(160,2) \$

Situation financière	Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013 ⁽¹⁾
Endettement net	287,9 \$	320,8 \$
Ratio d'endettement net	0,85 x	0,95 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB	BBB
Perspectives	Négatives	Négatives
Standard and Poor's	BBB-	BBB-
Perspectives	Stables	Stables

États consolidés de la situation financière	Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013 ⁽¹⁾
Actif courant	474,6 \$	553,6 \$
Passif courant	535,6	563,6
Actif total	1 773,4	1 850,8
Passif total	957,4	1 035,4

⁽¹⁾ Les chiffres de 2013 ont été retraités afin de tenir compte des incidences de l'IAS 19 modifiée - Avantages du personnel, IFRS 11 - Partenariats et d'autres éléments.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat recouverts (payés) ont augmenté, passant de 62,4 millions de dollars au premier trimestre de 2013 à 65,6 millions au premier trimestre de 2014. De plus, les variations des éléments hors caisse liés aux opérations ont généré 1,6 million de dollars au premier trimestre de 2014, alors qu'au premier trimestre de 2013 ces éléments avaient généré 158,3 millions, ce qui était principalement attribuable à l'encaissement d'un montant de 200,0 millions de dollars américains (197,0 millions canadiens) en vertu de la renégociation d'une entente avec Hearst Corporation visant l'impression du *San Francisco Chronicle*. Au chapitre des impôts sur le résultat, nous avons déboursé 10,8 millions de dollars lors du premier trimestre de 2013 relativement à des avis de nouvelle cotisation, comparativement à un recouvrement de 2,8 millions au premier trimestre de 2014 en raison de crédits d'impôts provincial reçus en lien avec nos activités d'édition de livres. Les fonds générés par l'exploitation ont diminué à 70,0 millions de dollars au premier trimestre de 2014 comparativement à 209,9 millions au premier trimestre de 2013.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements

Nos flux de trésorerie liés aux activités d'investissements sont passés de 38,3 millions de dollars au premier trimestre de 2013 à 15,4 millions au premier trimestre de 2014. Cette baisse s'explique majoritairement par les regroupements d'entreprises en raison de l'acquisition du Groupe Modulo inc. au premier trimestre de 2013.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Au cours des premiers trimestres de 2013 et de 2014, nous avons versé 11,3 millions de dollars en dividendes aux détenteurs d'actions participantes ainsi que 1,7 million aux détenteurs d'actions privilégiées. Au premier trimestre de 2014, nous n'avons racheté aucune action dans le cadre de notre programme de rachat d'actions qui vient à échéance le 14 avril 2014, comparativement à un déboursé de 12,1 millions de dollars au premier trimestre de 2013.

La majorité de la variation reliée aux flux de trésorerie liés au financement est attribuable aux remboursements effectués au premier trimestre de 2013, notamment nos billets de premier rang Série 2002 A de 75,0 millions de dollars américains. Les flux de trésorerie générés durant le premier trimestre de 2014 par notre résultat opérationnel ont été utilisés afin de rembourser 28,0 millions de dollars de notre crédit à terme rotatif comparativement à 46,5 millions au premier trimestre de 2013.

Instruments d'emprunt

En date du 31 janvier 2014, notre ratio d'endettement net s'établissait à 0,85x (0,95x au 31 octobre 2013) et l'endettement net est passé de 320,8 millions de dollars au 31 octobre 2013 à 287,9 millions au 31 janvier 2014. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont contribué à l'amélioration de notre ratio d'endettement net en raison d'une diminution de notre crédit à terme rotatif. Au 31 janvier 2014, 109,0 millions de dollars canadiens étaient empruntés sur notre facilité de crédit non garantie d'une capacité de 400 millions. Le taux d'intérêt applicable à cette facilité est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's et DBRS. Selon la cote de crédit actuelle, qui a été modifiée à la baisse d'un cran par DBRS en date du 5 février 2014, il s'agit soit du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,675 %, ou il s'agit soit du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,675%. Il est aussi à noter que le 6 février 2014 la Société a amendé les termes de sa débenture non-garantie de 50,0 millions de dollars du Fonds de solidarité FTQ. La débenture a maintenant une échéance de six ans et porte intérêt au taux de 4,011 % payable aux six mois.

Capital social

Au cours du premier trimestre clos le 31 janvier 2014, dans le cadre du programme de rachat d'actions qui arrive à terme en avril 2014, la Société n'a racheté aucune de ses actions participantes. La Société entend renouveler son programme de rachat d'actions, dans le cours normal de ses activités, à l'échéance de celui présentement en vigueur, soit le 14 avril 2014, sous réserve de l'autorisation des autorités réglementaires.

Tableau # 6 :

Actions émises et en circulation	Au 31 janvier 2014	Au 28 février 2014
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63 188 951	63 188 951
Catégorie B (droit de vote multiple)	14 832 816	14 832 816
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif et à taux révisé)	4 000 000	4 000 000

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2014, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Approbation d'un accord définitif afin d'acquérir Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc.

Le 10 mars 2014, la Société a signé un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir les actifs de Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc., pour un prix d'achat de 133,0 millions de dollars américains. De plus, la Société a signé un contrat d'approvisionnement d'emballage de 10 ans avec Schreiber Foods, Inc. représentant environ 75 % des revenus annuels de Capri Packaging, ce qui assurera un revenu récurrent. Cette acquisition permettra à la Société de poursuivre sa transformation axée sur ses compétences clés en développant un nouvel axe de croissance dans le domaine de l'emballage flexible. Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de Transcontinental inc. et de Schreiber Foods, Inc. Cette transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires aux États-Unis.

Renégociation de l'entente avec Gesca Ltée

Le 17 février 2014, la Société a annoncé la renégociation de son entente avec Gesca Ltée visant l'impression du journal La Presse. La Société a reçu un paiement unique de 31,0 millions de dollars pour compenser les réductions de prix sur les services futurs et la flexibilité accrue accordées à Gesca Ltée sur la durée restante du contrat. Le montant reçu sera comptabilisé à titre de revenus reportés et viré aux revenus sur la durée restante du contrat.

Vente d'actifs d'impression aux États-Unis

Le 11 février 2014, la Société a complété la vente des actifs de sa filiale Rastar, Inc. aux États-Unis, qui se spécialise dans les produits imprimés personnalisés. L'effet de cette transaction sur les états financiers consolidés de la Société ne sera pas significatif.

Amendement des termes du financement du Fonds de solidarité FTQ

Le 6 février 2014, la Société a amendé les termes de sa débenture non-garantie de 50,0 millions de dollars du Fonds de solidarité FTQ. L'échéance de la débenture est maintenant le 6 février 2020, et porte intérêt au taux de 4,011 % payable aux six mois. Ce financement, dont la date d'échéance initiale était le 6 février 2014, a été présenté dans le passif courant à l'état de la situation financière au 31 janvier 2014.

PERSPECTIVES

De nouvelles ententes pour l'impression de magazines et de produits marketing conclues au mois de décembre 2013 avec Québecor Média inc. devraient progressivement avoir un effet positif sur nos résultats. De plus, nous continuerons à développer notre offre aux détaillants, plus précisément dans le domaine du marketing sur le lieu de vente, et nous poursuivrons nos efforts à intégrer d'autres éditeurs de journaux canadiens à notre réseau d'impression des plus efficaces. Le secteur de l'impression continuera l'optimisation de sa structure de coûts et de ses activités d'exploitation afin de maintenir sa rentabilité à long terme. Cependant, ces éléments devraient être contrebalancés par une diminution prévue des revenus au sein de nos activités existantes d'impression de produits marketing.

Les conditions de marché difficiles dans le secteur des médias, en ce qui a trait aux revenus publicitaires au sein de nos marchés locaux et nationaux ne devraient pas s'améliorer. Par conséquent, nous continuerons l'optimisation de notre structure de coûts afin de limiter les répercussions potentielles sur la marge bénéficiaire. De plus, nous poursuivrons nos investissements visant à développer et à présenter au marché des offres de nouveaux produits numériques qui auront une valeur non seulement pour les consommateurs, mais aussi pour nos principaux clients annonceurs. L'acquisition des journaux locaux du Québec détenus par Corporation Sun Media devrait aussi nous permettre d'améliorer notre offre au sein des marchés locaux lorsque nous aurons obtenu l'approbation par le Bureau de la concurrence. Finalement, la signature de nouvelles ententes pour la distribution de circulaires devrait avoir un effet positif sur nos revenus et notre résultat opérationnel dès le deuxième trimestre.

La Société a conclu un accord définitif pour l'acquisition des actifs de Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc. De plus, nous sommes fiers de maintenir une relation d'affaires avec le vendeur, Schreiber Foods, Inc., qui deviendra le plus important client de nos activités d'emballage flexible aux États-Unis, à la suite d'une entente à long terme. Cette acquisition nous permettra de développer un nouvel axe de croissance qui se concentrera sur l'emballage flexible afin de diversifier notre offre de service grâce à nos compétences clés. À la suite de la clôture de cette acquisition, nous prévoyons une augmentation du résultat opérationnel avant amortissement ajustée d'environ 17 millions de dollars américains sur une base annualisée. Cette acquisition sera financée par l'entremise de notre crédit à terme rotatif.

Nous continuerons de générer des flux de trésorerie importants au cours des prochains trimestres et notre excellente situation financière devrait nous permettre de continuer notre approche équilibrée en gestion du capital qui permet de diminuer notre dette, distribuer des dividendes et d'investir dans notre transformation axée sur nos compétences clés. Nous poursuivrons aussi le développement de projets internes et l'évaluation d'acquisitions stratégiques afin de maintenir notre position dans le marché canadien de l'activation marketing, tout en développant notre nouvel axe de croissance dans l'emballage flexible afin d'assurer la croissance et la rentabilité à long terme de l'entreprise.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti

Le chef de la direction financière et du développement de la Société

Le 10 mars 2014

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

non audités

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Notes	Trois mois clos les 31 janvier	
		2014	2013 retraité (note 3)
Revenus		499,3 \$	525,6 \$
Charges opérationnelles	4	430,7	456,2
Frais de restructuration et autres coûts	5	11,5	12,7
Dépréciation d'actifs	6	0,4	2,1
Résultat opérationnel avant amortissement		56,7	54,6
Amortissement	7	25,1	25,9
Résultat opérationnel		31,6	28,7
Frais financiers nets	8	4,6	8,7
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		27,0	20,0
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents		0,3	0,1
Impôts sur le résultat	9	8,7	3,0
Résultat net		18,6	17,1
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,3)	(0,3)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		18,9	17,4
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	11	1,7	1,7
Résultat net attribuable aux actions participantes		17,2 \$	15,7 \$
Résultat net par action participante - de base et dilué	12	0,22 \$	0,20 \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)		78,0	78,2
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué (en millions)	12	78,2	78,2

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos les 31 janvier	
		2014	2013 retraité (note 3)
Résultat net		18,6 \$	17,1 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net :			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(0,6)	2,1
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		(0,8)	(1,5)
Impôts sur le résultat y afférent		(0,2)	0,2
		(1,2)	0,4
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets (pertes nettes) de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		2,9	(0,3)
Pertes de change latentes sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		(2,5)	(0,4)
		0,4	(0,7)
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net :			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		(6,0)	12,0
Impôts sur le résultat y afférent		(1,6)	3,0
		(4,4)	9,0
Autres éléments du résultat global	14	(5,2)	8,7
Résultat global		13,4 \$	25,8 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la Société		13,7 \$	26,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,3)	(0,3)
		13,4 \$	25,8 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

non audités

(en millions de dollars canadiens)

	Attribuables aux actionnaires de la Société						
	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 octobre 2013 (retraité, note 3)	462,8 \$	2,9 \$	362,5 \$	(13,2) \$	815,0 \$	0,4 \$	815,4 \$
Résultat net	—	—	18,9	—	18,9	(0,3)	18,6
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(5,2)	(5,2)	—	(5,2)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Dividendes (note 11)	—	—	(13,0)	—	(13,0)	—	(13,0)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 13)	—	0,2	—	—	0,2	—	0,2
Solde au 31 janvier 2014	462,8 \$	3,1 \$	368,4 \$	(18,4) \$	815,9 \$	0,1 \$	816,0 \$
Solde au 1 ^{er} novembre 2012 (note 3)	467,7 \$	2,5 \$	514,2 \$	(84,4) \$	900,0 \$	1,4 \$	901,4 \$
Résultat net	—	—	17,4	—	17,4	(0,3)	17,1
Autres éléments du résultat global	—	—	—	8,7	8,7	—	8,7
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires							
Rachat d'actions participantes (note 11)	(6,4)	—	(5,2)	—	(11,6)	—	(11,6)
Dividendes (note 11)	—	—	(13,0)	—	(13,0)	(1,4)	(14,4)
Coûts de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions (note 13)	—	0,2	—	—	0,2	—	0,2
Solde au 31 janvier 2013 (retraité, note 3)	461,3 \$	2,7 \$	513,4 \$	(75,7) \$	901,7 \$	(0,3) \$	901,4 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
Actifs courants			
Trésorerie		28,9 \$	26,4 \$
Débiteurs		343,9	419,2
Impôts sur le résultat à recevoir		9,2	12,1
Stocks		78,7	82,0
Frais payés d'avance et autres actifs courants		13,9	13,9
		474,6	553,6
Immobilisations corporelles		588,7	596,0
Immobilisations incorporelles		193,3	194,1
Goodwill		324,0	324,0
Placements dans des coentreprises		1,1	0,8
Impôts sur le résultat différés		156,2	147,7
Autres éléments d'actif		35,5	34,6
		1 773,4 \$	1 850,8 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		212,6 \$	272,8 \$
Provisions	10	10,8	10,3
Impôts sur le résultat à payer		5,5	6,3
Revenus reportés et dépôts		60,4	55,9
Portion courante de la dette à long terme	18	246,3	218,3
		535,6	563,6
Dette à long terme	18	70,5	128,9
Impôts sur le résultat différés		77,1	67,1
Provisions	10	40,0	40,2
Autres éléments du passif		234,2	235,6
		957,4	1 035,4
Capitaux propres			
Capital social	11	462,8	462,8
Surplus d'apport		3,1	2,9
Résultats non distribués		368,4	362,5
Cumul des autres éléments du résultat global	14	(18,4)	(13,2)
Attribuables aux actionnaires de la Société		815,9	815,0
Participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,4
		816,0	815,4
		1 773,4 \$	1 850,8 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos les 31 janvier	
		2014	2013 retraité (note 3)
Activités opérationnelles			
Résultat net		18,6 \$	17,1 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Amortissement	7	32,0	32,2
Dépréciation d'actifs	6	0,4	2,1
Frais financiers de la dette à long terme	8	4,6	5,9
Gains nets à la cession d'actifs		(0,1)	(0,2)
Impôts sur le résultat	9	8,7	3,0
Coût de la rémunération sous forme d'options d'achat d'actions	13	0,2	0,2
Autres		1,2	2,1
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat recouvrés (payés)		65,6	62,4
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations		1,6	158,3
Impôts sur le résultat recouvrés (payés)		2,8	(10,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		70,0	209,9
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises		(1,0)	(23,3)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(8,8)	(11,1)
Cessions d'immobilisations corporelles		0,7	0,3
Augmentation des immobilisations incorporelles		(6,3)	(4,2)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(15,4)	(38,3)
Activités de financement			
Remboursement de la dette à long terme		(8,6)	(80,6)
Diminution nette du crédit à terme rotatif		(28,0)	(46,5)
Frais financiers de la dette à long terme		(3,5)	(6,6)
Dividendes sur actions participantes	11	(11,3)	(11,3)
Dividendes sur actions privilégiées	11	(1,7)	(1,7)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		—	(1,4)
Rachat d'actions participantes	11	—	(12,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(53,1)	(160,2)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		1,0	(0,1)
Variation nette de la trésorerie		2,5	11,3
Trésorerie au début de la période		26,4	12,8
Trésorerie à la fin de la période		28,9 \$	24,1 \$
Activités d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créiteurs		(1,4) \$	(4,8) \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A, les actions catégorie B et les actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D, se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), Canada H3B 3N2.

La Société se spécialise dans les médias imprimés et numériques, la production de magazines, de journaux, de livres et de contenus sur mesure, le marketing de masse et personnalisé, les applications mobiles et interactives, et la distribution de porte en porte. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 17 « Information sectorielle ».

Les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats opérationnels sont grandement influencés par le marché de la publicité, lequel est plus actif au quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires le 10 mars 2014.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). En particulier, ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire », et, par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés, car ils ne contiennent pas l'ensemble des divulgations requises par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013, qui comprennent les principales méthodes comptables utilisées par la Société.

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 31 janvier 2014. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice devant être clos le 31 octobre 2014 ou après, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES

Normes comptables ayant une incidence sur les états financiers consolidés de la Société

Les tableaux suivants présentent les incidences de l'adoption des normes entrant en vigueur au 1^{er} novembre 2013 et le reclassement de certains chiffres. Les explications sur les retraitements sont fournies dans la section suivant les tableaux.

Les retraitements rétroactifs apportés aux états consolidés du résultat et du résultat global de la Société pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements			Retraités
		IFRS 11 ^(a)	IAS 19 modifiée ^(b)	Autre ^(c)	
Revenus	528,7 \$	(3,1) \$	— \$	— \$	525,6 \$
Charges opérationnelles	457,1	(3,0)	1,3	0,8	456,2
Frais de restructuration et autres coûts	12,7	—	—	—	12,7
Dépréciation d'actifs	2,1	—	—	—	2,1
Résultat opérationnel avant amortissement	56,8	(0,1)	(1,3)	(0,8)	54,6
Amortissement	25,9	—	—	—	25,9
Résultat opérationnel	30,9	(0,1)	(1,3)	(0,8)	28,7
Frais financiers nets	7,9	—	1,6	(0,8)	8,7
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	23,0	(0,1)	(2,9)	—	20,0
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents	—	0,1	—	—	0,1
Impôts sur le résultat	3,8	—	(0,8)	—	3,0
Résultat net	19,2	—	(2,1)	—	17,1
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,3)	—	—	—	(0,3)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	19,5	—	(2,1)	—	17,4
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	1,7	—	—	—	1,7
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,8 \$	— \$	(2,1) \$	— \$	15,7 \$
Résultat net par action participante - de base et dilué	0,23 \$	— \$	(0,03) \$	— \$	0,20 \$
Autres éléments du résultat global	6,6	—	2,1	—	8,7
Résultat global	25,8 \$	— \$	— \$	— \$	25,8 \$

Les retraitements rétroactifs apportés à l'état consolidé des variations des capitaux propres de la Société au 31 janvier 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements		Retraités
		IAS 19 modifiée ^(b)		
Capitaux propres				
Capital social	461,3 \$	— \$		461,3 \$
Surplus d'apport	2,7	—		2,7
Résultats non distribués	515,5	(2,1)		513,4
Cumul des autres éléments du résultat global	(77,8)	2,1		(75,7)
Attribuables aux actionnaires de la Société	901,7	—		901,7
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,3)	—		(0,3)
	901,4 \$	— \$		901,4 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les retraitements rétroactifs apportés à l'état consolidé de la situation financière de la Société au 31 octobre 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements		Retraités
		IFRS 11 (a)	IAS 19 modifiée (b)	
Actifs courants				
Trésorerie	30,3 \$	(3,9) \$	— \$	26,4 \$
Débiteurs	421,2	(2,0)	—	419,2
Impôts sur le résultat à recevoir	12,5	(0,4)	—	12,1
Stocks	82,0	—	—	82,0
Frais payés d'avance et autres actifs courants	14,1	(0,2)	—	13,9
	560,1	(6,5)	—	553,6
Immobilisations corporelles	596,6	(0,6)	—	596,0
Immobilisations incorporelles	194,2	(0,1)	—	194,1
Goodwill	325,7	(1,7)	—	324,0
Placements dans des coentreprises	—	0,8	—	0,8
Impôts sur le résultat différés	148,0	(0,3)	—	147,7
Autres éléments d'actif	34,7	(0,1)	—	34,6
	1 859,3 \$	(8,5) \$	— \$	1 850,8 \$
Passifs courants				
Créditeurs et charges à payer	275,8 \$	(3,0) \$	— \$	272,8 \$
Provisions	10,3	—	—	10,3
Impôts sur le résultat à payer	6,4	(0,1)	—	6,3
Revenus reportés et dépôts	61,1	(5,2)	—	55,9
Portion courante de la dette à long terme	218,3	—	—	218,3
	571,9	(8,3)	—	563,6
Dette à long terme	128,9	—	—	128,9
Impôts sur le résultat différés	67,1	—	—	67,1
Provisions	40,2	—	—	40,2
Autres éléments du passif	235,8	(0,2)	—	235,6
	1 043,9	(8,5)	—	1 035,4
Capitaux propres				
Capital social	462,8	—	—	462,8
Surplus d'apport	2,9	—	—	2,9
Résultats non distribués	371,4	—	(8,9)	362,5
Cumul des autres éléments du résultat global	(22,1)	—	8,9	(13,2)
Attribuables aux actionnaires de la Société	815,0	—	—	815,0
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	—	—	0,4
	815,4	—	—	815,4
	1 859,3 \$	(8,5) \$	— \$	1 850,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les retraitements rétroactifs apportés à l'état consolidé de la situation financière de la Société au 1^{er} novembre 2012 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements IFRS 11 ^(a)	Retraités
Actifs courants			
Trésorerie	16,8 \$	(4,0) \$	12,8 \$
Débiteurs	449,8	(2,0)	447,8
Impôts sur le résultat à recevoir	38,9	(0,2)	38,7
Stocks	82,5	—	82,5
Frais payés d'avance et autres actifs courants	14,7	(0,2)	14,5
	602,7	(6,4)	596,3
Immobilisations corporelles	651,2	(0,5)	650,7
Immobilisations incorporelles	171,5	(0,1)	171,4
Goodwill	487,0	(1,7)	485,3
Impôts sur le résultat différés	192,6	(0,2)	192,4
Autres éléments d'actif	31,2	0,3	31,5
	2 136,2 \$	(8,6) \$	2 127,6 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	336,8 \$	(3,3) \$	333,5 \$
Provisions	15,5	—	15,5
Impôts sur le résultat à payer	50,3	(0,1)	50,2
Revenus reportés et dépôts	39,3	(5,0)	34,3
Portion courante de la dette à long terme	283,5	—	283,5
	725,4	(8,4)	717,0
Dette à long terme	204,1	—	204,1
Placements dans des coentreprises	—	0,1	0,1
Impôts sur le résultat différés	68,4	—	68,4
Provisions	45,3	—	45,3
Autres éléments du passif	191,6	(0,3)	191,3
	1 234,8	(8,6)	1 226,2
Capitaux propres			
Capital social	467,7	—	467,7
Surplus d'apport	2,5	—	2,5
Résultats non distribués	514,2	—	514,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(84,4)	—	(84,4)
Attribuables aux actionnaires de la Société	900,0	—	900,0
Participations ne donnant pas le contrôle	1,4	—	1,4
	901,4	—	901,4
	2 136,2 \$	(8,6) \$	2 127,6 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 CHANGEMENTS DES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les retraitements rétroactifs apportés au tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013 se présentent comme suit :

	Tels que présentés	Retraitements IFRS 11 ^(a)	Retraités
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	209,4 \$	0,5 \$	209,9 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(38,3)	—	(38,3)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(160,2)	—	(160,2)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(0,1)	—	(0,1)
Variation nette de la trésorerie	10,8	0,5	11,3
Trésorerie au début de la période	16,8	(4,0)	12,8
Trésorerie à la fin de la période	27,6 \$	(3,5) \$	24,1 \$

a) Partenariats

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 11 « Partenariats », visant le remplacement d'IAS 31 « Participation dans des coentreprises » et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ». L'IFRS 11 porte sur les droits et les obligations contractuels inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique de l'accord. L'IFRS 11 supprime le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations dans des entités contrôlées conjointement, et exige le recours à la méthode de la mise en équivalence.

En conformité avec les normes préalablement en vigueur, la Société utilisait la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais applique dorénavant la méthode de la mise en équivalence selon l'IFRS 11. Selon cette méthode, la quote-part revenant à la Société de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises est présentée dans un seul poste, respectivement à l'état consolidé de la situation financière, l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé du résultat global.

b) Avantages du personnel

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté la version modifiée d'IAS 19 « Avantages du personnel », qui reflète d'importants changements aux normes de comptabilisation et d'évaluation de la charge de retraite au titre des régimes à prestations définies. L'IAS 19 modifiée met en place une nouvelle approche aux fins du calcul des charges d'intérêts nettes sur le passif (l'actif) au titre des prestations définies, selon laquelle le taux de rendement prévu de l'actif sera identique au taux utilisé pour actualiser l'obligation. La présentation a aussi été modifiée afin que le coût des services rendus et passés et les frais d'administration des régimes soient présentés dans le poste « Charges opérationnelles » et que les charges d'intérêts nettes soient présentées dans le poste « Frais financiers nets ».

c) Autre

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.

Normes comptables n'ayant pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société

d) États financiers consolidés

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 10 « États financiers consolidés », visant le remplacement d'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels » et SIC-12 « Consolidation - Entités ad hoc ». L'IFRS 10 définit la notion de contrôle comme étant le facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés d'une autre entité et fournit des directives additionnelles pour faciliter la détermination du contrôle. La Société a terminé son analyse et l'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

e) Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». L'IFRS 12 complète les obligations d'information concernant les intérêts qu'une entité détient dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et des entités structurées consolidées. L'IFRS 12 exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à toutes ses participations dans d'autres entités, et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. Ces nouvelles obligations d'information annuelles n'ont pas d'incidence sur la situation financière ou les résultats opérationnels de la Société et seront incluses dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2014.

f) Évaluation de la juste valeur

Le 1^{er} novembre 2013, la Société a adopté IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur. L'IFRS 13 remplace ainsi les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur qui sont contenues dans des IFRS individuelles par une source unique de directives pour toutes les évaluations de la juste valeur. La Société a terminé son analyse et l'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur ses états financiers consolidés, sauf pour ce qui est de la présentation d'informations supplémentaires figurant à la note 16 « Juste valeur des instruments financiers ».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

4 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 retraité (note 3)
Coûts liés au personnel	170,9 \$	173,8 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	232,3	250,4
Autres biens et services ⁽²⁾	27,5	32,0
	430,7 \$	456,2 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels.

5 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS

Les frais de restructuration et autres coûts par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013
Réduction d'effectifs	8,4 \$	5,9 \$
Autres coûts liés à des restructurations	1,5	0,6
Contrats déficitaires	(0,1)	5,9
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽¹⁾	0,2	0,3
Autres coûts	1,5	—
	11,5 \$	12,7 \$

⁽¹⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction dont les frais juridiques et bancaires pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

6 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	0,4 \$	2,1 \$

⁽¹⁾ Les charges de dépréciation des immobilisations corporelles sont principalement attribuables à du matériel de production qui n'est plus utilisé.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 retraité (note 3)
Immobilisations corporelles	20,8 \$	23,0 \$
Immobilisations incorporelles	4,3	2,9
	25,1	25,9
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	6,9	6,3
	32,0 \$	32,2 \$

8 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 retraité (note 3)
Frais financiers de la dette à long terme	4,6 \$	5,9 \$
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies	0,2	1,6
Autres frais	0,1	0,3
Pertes nettes (gains nets) de change	(0,3)	0,9
	4,6 \$	8,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

9 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'impôt statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux effectif :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 retraité (note 3)
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	27,0 \$	20,0 \$
Taux d'impôt statutaire prévu par la loi au Canada	26,90 %	26,90 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	7,3	5,4
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	1,0	(2,5)
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable des gains en capital	0,4	0,8
Variation d'actifs d'impôt sur le résultat différés liés à des pertes fiscales ou à des différences temporelles non comptabilisées antérieurement	0,2	(0,3)
Autres	(0,2)	(0,4)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	8,7 \$	3,0 \$

Les impôts sur le résultat incluent les éléments suivants :

Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	11,4 \$	7,1 \$
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts	(2,6)	(3,5)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	(0,1)	(0,6)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	8,7 \$	3,0 \$

10 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour la période de trois mois close le 31 janvier 2014 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Régimes de retraite multi- employeurs	Autres ⁽¹⁾	Total
Solde au 31 octobre 2013	5,4 \$	10,6 \$	32,6 \$	1,9 \$	50,5 \$
Provisions enregistrées	8,4	—	—	—	8,4
Montants utilisés	(6,5)	(1,6)	—	(0,1)	(8,2)
Provisions renversées	—	(0,1)	—	(0,1)	(0,2)
Variation du cours de change	—	0,3	—	—	0,3
Solde au 31 janvier 2014	7,3 \$	9,2 \$	32,6 \$	1,7 \$	50,8 \$
Portion courante	7,3	2,3	—	1,2	10,8
Portion non courante	—	6,9	32,6	0,5	40,0
	7,3 \$	9,2 \$	32,6 \$	1,7 \$	50,8 \$

(1) Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les provisions relatives aux réclamations et aux litiges et diverses autres obligations.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

11 CAPITAL SOCIAL

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société :

	Trois mois clos les 31 janvier			
	2014		2013	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de la période	63 188 951	345,9 \$	64 056 651	350,6 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	—	—	153 800	0,2
Actions participantes rachetées et annulées	—	—	(1 161 600)	(6,4)
Solde à la fin de la période	63 188 951	345,9	63 048 851	344,4
Actions catégorie B				
Solde au début de la période	14 832 816	20,1	15 005 616	20,3
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	—	—	(153 800)	(0,2)
Solde à la fin de la période	14 832 816	20,1	14 851 816	20,1
	78 021 767	366,0 \$	77 900 667	364,5 \$
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début et à la fin de la période	4 000 000	96,8 \$	4 000 000	96,8 \$
		462,8 \$		461,3 \$

Rachat d'actions participantes

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation ou, sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières, en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2013 et le 14 avril 2014, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 3 906 520 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 6,2 % de ses 63 051 851 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2013, et jusqu'à concurrence de 742 400 actions catégorie B, représentant 5,0 % de ses 14 848 816 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2013. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de la période de trois mois close le 31 janvier 2014, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et de ses actions catégorie B, et n'avait aucune obligation de les racheter à cette date.

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, entre le 13 avril 2012 et le 12 avril 2013, jusqu'à concurrence de 3 295 096 actions à droit de vote subalterne catégorie A, représentant 5,0 % de ses 65 901 932 actions à droit de vote subalterne catégorie A émises et en circulation au 2 avril 2012, et jusqu'à concurrence de 757 561 actions catégorie B, représentant 5,0 % de ses 15 151 235 actions catégorie B émises et en circulation au 2 avril 2012. Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de la période de trois mois close le 31 janvier 2013, la Société a racheté 1 161 600 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 9,98 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 11,6 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payé sur la valeur comptable des actions, au montant de 5,2 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. Au cours de la même période, la Société a également déboursé un montant de 0,5 million de dollars, qui était inclus dans les crédettes et charges à payer au 31 octobre 2012, pour des actions qui avaient été rachetées avant le 31 octobre 2012, mais qui étaient toujours détenues par la Société à cette date. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A au 31 janvier 2013. Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013, la Société n'a effectué aucun rachat de ses actions catégorie B et n'avait aucune obligation à ce titre à cette date.

Actions privilégiées

Les actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série D sont rachetables au gré de la Société, et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées de premier rang à taux révisé de série E, à compter du 15 octobre 2014.

Dividendes

Des dividendes de 0,145 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions participantes pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013. Des dividendes de 0,4253 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions privilégiées pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

12 RÉSULTAT NET PAR ACTION PARTICIPANTE

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net de base et dilué par action participante :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 retraité (note 3)
Numérateur		
Résultat net	18,6 \$	17,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	0,3
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	(1,7)	(1,7)
Résultat net attribuable aux actions participantes	17,2 \$	15,7 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	78,0	78,2
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,2	—
Nombre moyen pondéré d'actions participantes - dilué	78,2	78,2

Dans le calcul du résultat net dilué par action participante, 328 044 options sont considérées anti-dilutives au 31 janvier 2014 (1 263 076 options au 31 janvier 2013), leurs prix d'exercice étant supérieurs à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, ces options ont été exclues du calcul du résultat net dilué par action participante pour ces périodes.

13 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options.

Pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,2 million de dollars ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime :

	Trois mois clos les 31 janvier			
	2014		2013	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de la période	1 354 076	14,44 \$	1 432 616	16,11 \$
Attribuées	—	—	386 940	11,33
Annulées	(1 376)	16,20	—	—
Expirées	(174 980)	21,54	(302 980)	19,43
Options en cours à la fin de la période	1 177 720	13,38 \$	1 516 576	14,23 \$
Options pouvant être levées à la fin de la période	754 068	14,20 \$	882 074	15,72 \$

Levée des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013, il n'y a eu aucune levée d'options d'achat d'actions.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

13 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos les 31 janvier			
	2014	2013	2014	2013
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	225 051	178 907	713 704	606 597
Unités attribuées	—	—	418 934	322 438
Unités annulées	—	—	(12 740)	(6 916)
Unités payées	(4 086)	—	(138 130)	(148 874)
Unités converties	15 016	21 340	(15 016)	(21 340)
Dividendes versés en unités	2 472	2 446	—	—
Solde à la fin de la période	238 453	202 693	966 752	751 905

Au 31 janvier 2014, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 7,1 millions de dollars (9,7 millions au 31 octobre 2013). La charge (le renversement) enregistré dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013 ont été de (0,3) million de dollars et 1,2 million, respectivement. Des montants de 2,3 millions de dollars et 1,5 million ont été payés en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013
Solde au début de la période	318 875	247 505
Rémunération des administrateurs	10 143	11 006
Dividendes versés en unités	3 343	3 023
Solde à la fin de la période	332 361	261 534

Au 31 janvier 2014, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 4,6 millions de dollars (5,3 millions au 31 octobre 2013). La charge (le renversement) enregistré dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013 ont été de (0,7) million de dollars et 0,7 million, respectivement. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois closes les 31 janvier 2014 et 2013.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 31 octobre 2013 (retraité, note 3)	(3,7) \$	(1,6) \$	(7,9) \$	(13,2) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(1,2)	0,4	(4,4)	(5,2)
Solde au 31 janvier 2014	(4,9) \$	(1,2) \$	(12,3) \$	(18,4) \$
Solde au 1^{er} novembre 2012 (note 3)	(3,9) \$	(1,2) \$	(79,3) \$	(84,4) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	0,4	(0,7)	9,0	8,7
Solde au 31 janvier 2013 (retraité, note 3)	(3,5) \$	(1,9) \$	(70,3) \$	(75,7) \$

Au 31 janvier 2014, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2014	2015	2016	2017	2018 et suivants	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(3,0) \$	(1,2) \$	(0,8) \$	(0,8) \$	(0,9) \$	(6,7) \$
Impôts sur le résultat	(0,8)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,3)	(1,8)
	(2,2) \$	(0,9) \$	(0,6) \$	(0,6) \$	(0,6) \$	(4,9) \$

15 REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Le 5 décembre 2013, la Société a annoncé la conclusion d'un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir tous les journaux locaux du Québec et les propriétés web s'y rattachant détenus par Corporation Sun Media, une filiale de Québecor Média inc., pour un prix d'achat de 75,0 millions de dollars. Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de Transcontinental inc. et de Québecor Média inc. et la transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires en vertu de la Loi sur la concurrence du Canada. En date de publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la Société est toujours en attente de l'approbation des autorités réglementaires.

16 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme. Le tableau ci-dessous indique la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers au 31 janvier 2014 et au 31 octobre 2013.

La juste valeur des dettes à long terme est établie au moyen des taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires. La juste valeur des dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. La juste valeur calculée correspond approximativement aux montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre parties consentantes, d'après les données courantes du marché pour des instruments similaires. Par conséquent, de par sa nature estimative, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

16 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers :

	Au 31 janvier 2014		Au 31 octobre 2013	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dette à long terme	328,7 \$	316,8 \$	354,2 \$	347,2 \$
Contrats de change à terme	(2,3)	(2,3)	(0,8)	(0,8)
Swaps de taux d'intérêt	(0,2)	(0,2)	(0,4)	(0,4)
Swap de taux d'intérêt interdévisés	(1,5)	(1,5)	(3,6)	(3,6)

Ces instruments financiers sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. Au cours de la période de trois mois close le 31 janvier 2014, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

17 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels sont définis en fonction des types de produits et services offerts par la Société. Le secteur de l'impression tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinés à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur et de produits marketing personnalisés et de masse. Le secteur des médias tire ses revenus des activités d'édition de magazines, de journaux et de livres, d'une plateforme numérique diversifiée et d'un réseau de distribution de porte en porte de matériel publicitaire grâce auquel les annonceurs rejoignent directement les consommateurs. Le secteur des médias offre également des services et des produits marketing interactif personnalisés et de masse utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées à la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2014	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Siège social et éliminations	Total
			inter-sectorielles	
Revenus	363,1 \$	153,6 \$	(17,4) \$	499,3 \$
Charges opérationnelles	295,8	152,4	(17,5)	430,7
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	67,3	1,2	0,1	68,6
Frais de restructuration et autres coûts	7,5	4,0	—	11,5
Dépréciation d'actifs	0,4	—	—	0,4
Résultat opérationnel avant amortissement	59,4	(2,8)	0,1	56,7
Amortissement	18,7	5,0	1,4	25,1
Résultat opérationnel	40,7 \$	(7,8) \$	(1,3) \$	31,6 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	48,6 \$	(3,8) \$	(1,3) \$	43,5 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	3,9 \$	7,5 \$	2,3 \$	13,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

17 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour la période de trois mois close le 31 janvier 2013 (retraité, note 3)	Secteur de l'impression	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Total
Revenus	381,2 \$	164,0 \$	(19,6) \$	525,6 \$
Charges opérationnelles	315,4	157,8	(17,0)	456,2
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	65,8	6,2	(2,6)	69,4
Frais de restructuration et autres coûts	10,8	2,0	(0,1)	12,7
Dépréciation d'actifs	1,6	—	0,5	2,1
Résultat opérationnel avant amortissement	53,4	4,2	(3,0)	54,6
Amortissement	20,0	4,5	1,4	25,9
Résultat opérationnel	33,4 \$	(0,3) \$	(4,4) \$	28,7 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	45,8 \$	1,7 \$	(4,0) \$	43,5 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	4,1 \$	6,1 \$	0,3 \$	10,5 \$

⁽¹⁾ Les principaux décideurs opérationnels de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts et les dépréciations d'actifs.

⁽²⁾ Ces montants incluent les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

Les revenus de la Société par principaux produits et services sont les suivants :

	Trois mois clos les 31 janvier	
	2014	2013 retraité (note 3)
Principaux produits et services		
Produits d'impression	346,2 \$	362,3 \$
Produits d'édition	86,8	96,3
Produits numériques et interactifs	32,7	37,3
Autres produits et services	33,6	29,7
	499,3 \$	525,6 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 janvier 2014	Au 31 octobre 2013 retraité (note 3)
	Secteurs opérationnels	
Secteur de l'impression	1 084,5 \$	1 145,4 \$
Secteur des médias	573,5	602,6
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽¹⁾	115,4	102,8
	1 773,4 \$	1 850,8 \$

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les immobilisations corporelles et les impôts sur le résultat différés non alloués aux secteurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 31 janvier 2014 et 2013

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

18 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Approbation d'un accord définitif afin d'acquérir Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc.

Le 10 mars 2014, la Société a signé un accord définitif en vertu duquel elle a convenu d'acquérir les actifs de Capri Packaging, une division de Schreiber Foods, Inc., pour un prix d'achat de 133,0 millions de dollars américains. De plus, la Société a signé un contrat d'approvisionnement d'emballage de 10 ans avec Schreiber Foods, Inc. représentant environ 75 % des revenus annuels de Capri Packaging, ce qui assurera un revenu récurrent. Cette acquisition permettra à la Société de poursuivre sa transformation axée sur ses compétences clés en développant un nouvel axe de croissance dans le domaine de l'emballage flexible. Cet accord a été approuvé par les conseils d'administration de Transcontinental inc. et de Schreiber Foods, Inc. Cette transaction est assujettie à l'approbation des autorités réglementaires aux États-Unis.

Renégociation de l'entente avec Gesca Ltée

Le 17 février 2014, la Société a annoncé la renégociation de son entente avec Gesca Ltée visant l'impression du journal *La Presse*. La Société a reçu un paiement unique de 31,0 millions de dollars pour compenser les réductions de prix sur les services futurs et la flexibilité accrue accordées à Gesca Ltée sur la durée restante du contrat. Le montant reçu sera comptabilisé à titre de revenus reportés et viré aux revenus sur la durée restante du contrat.

Vente d'actifs d'impression aux États-Unis

Le 11 février 2014, la Société a complété la vente des actifs de sa filiale Rastar, Inc. aux États-Unis, qui se spécialise dans les produits imprimés personnalisés. L'effet de cette transaction sur les états financiers consolidés de la Société ne sera pas significatif.

Amendement des termes du financement du Fonds de solidarité FTQ

Le 6 février 2014, la Société a amendé les termes de sa débenture non-garantie de 50,0 millions de dollars du Fonds de solidarité FTQ. L'échéance de la débenture est maintenant le 6 février 2020, et porte intérêt au taux de 4,011 % payable aux six mois. Ce financement, dont la date d'échéance initiale était le 6 février 2014, a été présenté dans le passif courant à l'état de la situation financière au 31 janvier 2014.